

Ellipsis AM prend en compte le risque pays via les listes GAFI

Ellipsis AM enrichit sa méthodologie ESG en prenant en compte spécifiquement le risque pays. Nos portefeuilles ne sont pas exposés aux pays à risques des listes GAFI via le risque pays de l'émetteur économique, compte tenu de nos univers d'investissement. Toutefois, ils peuvent l'être, de façon marginale, via **le risque pays de l'émetteur juridique. Nous nous engageons à analyser systématiquement ce risque de gouvernance**, l'utilisation de véhicules d'émission dans des pays à risques pouvant être motivée par des raisons que nous considérons comme non légitimes (schéma d'optimisation fiscale agressive ou d'opacité) ou légitimes (faibles coûts juridiques, sécurisation des actifs).

▪ **Ellipsis AM ne fait aucun investissement en pays liste noire GAFI pour tous les portefeuilles gérés.**

▪ **pour les fonds convertibles de gestion discrétionnaire** - *Ellipsis European Convertible Fund, Ellipsis Convertible Risk Adjusted Fund, Ellipsis Global Convertible Fund* - Ellipsis AM s'engage à analyser systématiquement les émetteurs (économiques et juridiques) en liste grise GAFI et liste européenne des pays et territoires non coopératifs. La conclusion de l'analyse est reflétée dans la notation ESG établie par l'équipe de gestion.

▪ **pour les fonds crédit** - *Ellipsis High Yield Fund et Ellipsis Short Term Credit Fund* - Ellipsis AM s'engage à analyser systématiquement les émetteurs (économiques et juridiques) en liste grise GAFI et liste européenne des pays et territoires non coopératifs. La conclusion de l'analyse peut conduire à l'exclusion.



Le Groupe d'Action Financière (GAFI) est un organisme intergouvernemental fixant des normes internationales visant à lutter contre les activités financières illégales et leurs préjudices. Certains pays sont identifiés par le GAFI comme représentant un risque spécifique en matière de blanchiment et le financement du terrorisme. Il s'agit des juridictions à hauts risques dits « liste noire » ou ayant des déficiences stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme dits « liste grise ». Par ailleurs, l'UE identifie des pays et territoires non coopératifs en matière d'échange d'informations facilitant ainsi la criminalité financière. Les listes de pays mentionnés ci-dessous à ce jour sont susceptibles d'évoluer dans le temps.

► **Liste noire / Juridictions à hauts risques** : République Populaire Démocratique de Corée et en Iran.

<https://www.fatf-gafi.org/publications/high-risk-and-other-monitored-jurisdictions/documents/call-for-action-february-2021.html>

► **Liste grise / Juridictions sous surveillance accrue** : Albanie, Barbade, Botswana, Burkina Faso, Cambodge, Îles Caimans, Ghana, Jamaïque, Île Maurice, Maroc, Myanmar, Nicaragua, Pakistan, Panama, Sénégal, Syrie, Ouganda, Yémen, Zimbabwe.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/03/10/pleniere-du-gafi-retour-sur-la-pleniere-de-fevrier-2021>

<http://www.fatf-gafi.org/publications/high-risk-and-other-monitored-jurisdictions/documents/increased-monitoring-february-2021.html>

► **Liste européenne des pays et territoires non coopératifs** : les Samoa américaines, Anguilla, Dominique, les Fidji, Guam, les Palaos, le Panama, le Samoa, Trinité-et-Tobago, les Îles Vierges américaines, le Vanuatu, les Seychelles.

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-list-of-non-cooperative-jurisdictions/>

Le présent document ne constitue pas un conseil en investissement de produits financiers. Il est recommandé aux investisseurs qui envisagent de souscrire des parts ou actions d'OPC de ne pas fonder leur décision sur les seuls éléments contenus dans ce document et de lire attentivement la version la plus récente du prospectus et notamment le profil de risque. Le prospectus, le DICI et les états financiers de l'OPC sont disponibles sur simple demande auprès de la société de gestion ou sur son site web. ELLIPSIS AM - 6, rue Ménars - 75002 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le n°GP-11000014. S.A. à directoire et conseil de surveillance au capital social de 2 307 300 euros - RCS Paris 504 868 738.

Informations supplémentaires pour la Suisse : le pays d'origine du fonds est la France. En Suisse, le représentant est ACOLIN Fund Services SA, Leutschenbachstrasse 50, CH-8050 Zurich, et l'agent payeur est Banque Cantonale de Genève, 17 quai de l'Île, CH-1204 Genève. Le prospectus, les informations clés pour l'investisseur, le règlement ou les statuts, les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant. Ceci est un document publicitaire. La performance historique ne représente pas un indicateur de performance actuelle ou future. Les données de performance ne tiennent pas compte des commissions et frais perçus lors de l'émission et du rachat des parts.

Juin 2021

COMMUNIQUÉ

